

## Unité d'enseignement \_3

### Histoire des Droits de L'homme

L'élève lira attentivement le texte et ne résumera pas plus de deux pages. Ce résumé doit être envoyé à [academicsecretariat@emui.eu](mailto:academicsecretariat@emui.eu), cc [vitantonio.gioia@unisalento.it](mailto:vitantonio.gioia@unisalento.it) en indiquant dans le sujet: *Master Droits de l'homme en Méditerranée*

Le désir d'un monde plus juste, plus libre et plus uni a sûrement été une aspiration commune depuis que l'être humain existe. Par conséquent, au sens large, nous pouvons dire que les droits de l'homme ne sont pas une invention moderne, bien que leur nom et leur contenu actuel soient historiquement récents.

Les premières nouvelles documentées que nous pouvons considérer comme les précurseurs de cette grande aventure correspondent au troisième millénaire avant notre ère, en Égypte. Dans le Livre des morts, un défunt, devant le tribunal d'Osiris, dans le but de garantir la vie éternelle, affirme dans sa défense "ne pas avoir nui à la fille des pauvres".

Au XVII<sup>e</sup> siècle av. J.-C., en Mésopotamie, nous trouvons un autre jalon: le code de Hammurabi. C'est la première loi qui régit la loi bien connue de Talon, qui établit le principe de proportionnalité de la vengeance, c'est-à-dire la relation entre l'agression et la réaction. Un principe qui semble maintenant barbare, mais qui était alors une forme efficace de contention à la vengeance sans limite. Le Code Hammurabi ne fait pas de distinction entre droit civil et droit pénal. Il s'agit simplement d'une succession de lois énumérant les cas possibles et indiquant les mesures à prendre en conséquence.

Plus tard, la culture grecque constitua un progrès substantiel, établissant la naissance de la démocratie et un nouveau concept de dignité humaine, fondée sur l'homme libre, le citoyen. En tout état de cause, en Grèce, tout le monde n'a pas droit à la citoyenneté, à la condition des hommes libres: les esclaves sont exclus; dans le meilleur des cas, ils ont été jugés essentiels au maintien du système social actuel. Par exemple, dans l'Odyssée, nous pouvons lire comment Zeus a retiré la moitié de l'esprit des esclaves. Et Platon, reprenant le mythe homérique, affirmait dans ses lois que dans l'esclave, il n'y avait rien de sain ni de complet. Aristote a simplement justifié l'esclavage en tant que partie nécessaire du système socio-économique alors en vigueur.

Rome est une autre des grandes références de l'antiquité. Son plus grand mérite était de rassembler les acquis des civilisations précédentes (grecques, égyptiennes, phéniciennes et carthaginoises) en les consolidant et en les développant à travers le bassin méditerranéen et l'Europe. Rome était un grand organisateur et l'un des domaines dans lesquels elle s'est manifestée de la manière la plus puissante est la capacité d'organisation a été l'élaboration d'un vaste corpus juridique.

En même temps, le peuple juif, et en particulier ses prophètes, font des déclarations pertinentes qui exhortent les puissants à agir avec justice, rassemblés dans les différents livres de l'Ancien Testament. Le texte le plus répandu de l'Ancien Testament est Les Dix Commandements, considérés par le christianisme comme le germe des déclarations modernes des droits de l'homme.

Alors que les cultures égyptienne, mésopotamienne, grecque et romaine se développent autour de la Méditerranée (en même temps que naissent les grandes religions monothéistes), de grands penseurs émergent qui contribuent également à la transformation de ces sociétés. Les plus influents étaient Bouddha et Confucius. Le premier a mis en cause dans ses enseignements le système de castes associé à l'hindouisme, alors que Confucius avait une influence déterminante en Chine. Entre autres choses, Confucius a exhorté le bon gouvernement (exercice de la charité et de la justice), tout en promulguant le respect de la hiérarchie, ce qui a facilité le fait que le confucianisme a fini par devenir la religion officielle de l'État.

Au cours des premières années de notre ère siècle, il y a eu un autre saut qualitatif avec les stoïciens et les chrétiens, marquant le début d'une nouvelle étape dans l'évolution historique des droits de l'homme. Conformément à la tradition grecque, l'idée de dignité et d'égalité des êtres humains est mise en avant et approfondie tout en rejetant la violence.

Au début du 7ème siècle, Mahomet commença à répandre l'islam, ce qui impliquait un processus d'humanisation des coutumes des sociétés nord-africaines. Il a insisté sur l'égalité des êtres humains proclamée par le christianisme.

En Europe, l'invasion des peuples germaniques et la décomposition de l'empire romain donnent lieu à la naissance de différents royaumes. Une nouvelle organisation sociale se crée, le féodalisme, qui atteint son apogée politique aux XIe et XIIe siècles. Ce n'est pas une organisation originale de cette époque ni exclusivement européenne: sa configuration s'inscrit dans des périodes de décadence du pouvoir central, par exemple pendant l'Égypte pharaonique ou le Japon des XVIIe et XIXe siècles. Le féodalisme est caractérisé par la division de la société en trois domaines inégaux, fondés sur la lignée (ou la naissance) et le privilège (droit privé pour chaque domaine): l'Église, représentant du pouvoir divin sur la terre; Les nobles, détenteurs du pouvoir politique et, avec l'Église, de la propriété de la terre; Les serfs, sans droits, et qui pourraient être vendus ou transférés.

Avec l'établissement de monarchies absolues au XVIe siècle, le féodalisme disparaîtra en tant que régime politique de l'Europe occidentale, bien que sa dimension sociale (convertie en ce qu'on appelle l'ancien régime) atteigne la Révolution française.

Lorsque les invasions diminuent, une récupération lente commence. Les villes renaissent et, à partir du 12ème siècle, une nouvelle classe sociale prend le pouvoir: la bourgeoisie. Se sentant déconnectés des soumissions féodales, ses membres entament une longue lutte pour les droits civils. De cette période de transition se trouve la Magna Carta (1215), favorable aux nobles et bourgeois anglais.

Au milieu du 15ème siècle, la Renaissance a commencé en Italie. Inspiré par l'Antiquité classique, il recouvre la conception grecque de l'homme en tant que mesure de toutes choses et la liberté de pensée et d'action devient irrévocable. La loi naturelle abandonne la base théologique sur laquelle elle était fondée au Moyen Âge et adopte une conception purement rationaliste. Les droits tournent autour de l'individu indépendant de la communauté. Une conception unilatérale et combative: des droits confrontés au pouvoir, développés à travers une lutte entre l'État et l'individu, ou entre celui-ci et l'Église.

En 1492, la soi-disant découverte de l'Amérique a lieu. Il a commis de grands abus contre les Indiens, ce qui a fini par propager une réflexion sur les aspects les plus inadmissibles de la colonisation. Les lois des Indes et la Couronne espagnole ont elles-mêmes établi des normes pour protéger la population autochtone.

Mais si la population autochtone de la colonisation avait ses défenseurs, les authentiques oubliés étaient les esclaves d'origine africaine, importés de manière massive pour faire

fonctionner les sociétés d'esclaves nées dans les colonies. Paradoxalement, au cours du seizième siècle, alors que la servitude était en train de disparaître en Europe, dans les colonies, l'esclavage renaissait et se présentait sous ses pires formes.

En Amérique du Nord, les effets de la colonisation ont été encore plus dévastateurs, produisant un génocide qui a touché la majorité des populations autochtones, tandis que les quelques survivants ont été emprisonnés dans des réserves.

Au cours du XVIIe siècle, trois événements importants se sont déroulés en Angleterre: la Pétition des droits (1628), qui protégeait les droits de la personne et les droits de propriété; La loi sur l'habeas corpus (1679), qui interdisait les arrestations sans mandat; Le Bill of Rights (1689), qui consacrait les droits rassemblés dans les textes précédents.

L'Anglais John Locke (1632-1704) est une figure capitale du XVIIe siècle. Considéré comme le père du libéralisme moderne, il a proposé que la souveraineté émane du peuple, que l'État protège les droits des citoyens et, en anticipant Montesquieu, que les pouvoirs législatif et judiciaire soient séparés. Il a eu une grande influence dans la rédaction des grandes déclarations des droits de l'homme de la fin du siècle XVIII.

Les premières grandes déclarations ont eu lieu dans les colonies anglaises d'Amérique du Nord, poussées par leurs conflits avec la couronne anglaise: en juin 1776, la déclaration des droits de Virginie fut proclamée et en juillet, la déclaration d'indépendance des États-Unis. La déclaration d'indépendance, rédigée par Thomas Jefferson, énonçait ce qui suit: "Nous sommes convaincus que tous les hommes naissent égaux, qu'ils sont dotés, par leur créateur, de certains droits inaliénables, parmi lesquels le droit à la vie, la liberté et la recherche du bonheur ...".

Une décennie plus tard, toujours en Europe, à l'époque des troubles de la Révolution française, la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen fut proclamée à Paris en 1789. Cette déclaration a été suivie en 1793 par une seconde plus radicale (avec l'arrivée au pouvoir de Robespierre et des Jacobins) et une troisième, en 1795, plus conservatrice (après la chute de Robespierre).

Au XVIIIe siècle, les idées de Montesquieu et de Rousseau étaient fondamentales. Montesquieu (1689-1755) a sévèrement critiqué les abus d'église et d'État. L'étude des institutions et coutumes françaises de l'époque a donné des formes précises à la théorie du gouvernement démocratique parlementaire avec la séparation des trois pouvoirs, législatif, exécutif et judiciaire, en tant que mécanisme de contrôle réciproque entre eux, aboutissant théoriquement à la concentration de pouvoir dans la même personne et les abus qui en ont résulté qui ont historiquement produit le pouvoir illimité du monarque. Rousseau (1712-1778), pour sa part, dénonça vigoureusement les injustices et les misères résultant de l'inégalité sociale de son temps, prôna l'idée d'une société fondée sur l'égalité absolue, dans laquelle chaque membre se soumettait en même temps les décisions du collectif font à la fois partie du peuple souverain, dont la volonté générale est la loi. Ces idées de Rousseau ont favorisé l'élaboration du concept des droits de l'homme afin de mettre en avant la nécessité de l'existence de l'égalité entre les hommes, ils doivent soumettre leur volonté individuelle à la volonté du collectif afin de parvenir au bien-être de tous.

Le dix-huitième siècle a été un siècle de grandes réalisations et de limitations considérables. Deux exemples: 1) Les déclarations parlent de "Droits des hommes" (les femmes ont été exclues). 2) Ils étaient souvent "compatibles" avec l'esclavage. Aux États-Unis, l'esclavage n'a pas été aboli avant la guerre de Sécession, en 1865. En Espagne, il a été aboli en 1814, bien qu'il ait été autorisé à continuer dans les colonies (plus précisément à Cuba, jusqu'en 1880).

Le XIXe siècle est un siècle d'avancées et de revers. Au total, c'est un siècle de consolidation lente des idéaux proclamés lors de la Révolution française. Le libéralisme et le romantisme de ce siècle ont un poids spécifique dans le renforcement de la liberté des individus et dans lesquels les constitutions nationales qui en ont été créées en tiennent compte. C'est aussi le siècle de la révolution industrielle, des revendications prolétariennes et de la conquête de la reconnaissance du droit d'association. De nouvelles théories sociales apparaissent également: socialisme utopique, socialisme scientifique (marxisme) et anarchisme, qui auront, au début du siècle suivant, un grand protagonisme.

C'est aussi le siècle du début d'une nouvelle lutte, celle des droits sociaux. Les mouvements de travailleurs s'engagent dans la défense des droits de l'homme dans une perspective collective, plus largement, c'est le moment où les travailleurs exigent leurs revendications. Déjà au vingtième siècle, les révolutions mexicaine et russe de 1917 constituent des faits historiques déterminants pour la consécration juridique de ces droits collectifs, économiques et sociaux.

Au dix-neuvième siècle, le philosophe, politicien et économiste anglais John Stuart Mill (1806-1873) eut une grande influence. Dans son livre "On Freedom", il a réfléchi sur la nature et les limites du pouvoir que la société peut légitimement exercer sur l'individu, affirmant que chaque personne devrait être libre d'adopter les comportements que vous souhaitez tant qu'elle ne nuit pas les autres. Il était un défenseur de la liberté d'expression et, en tant que membre du Parlement britannique, proposa plusieurs réformes du système électoral, notamment sur les questions de la représentation proportionnelle et de l'extension du suffrage.

Quelqu'un a dit que l'histoire n'était rien d'autre qu'une succession de crimes. Évidemment, c'est une définition incomplète, mais accepter cette limitation, peut-être au siècle qui nous convient le mieux, l'est au XXe siècle: deux guerres mondiales, d'innombrables guerres régionales, des guerres civiles, des révolutions sanglantes ... et un bilan choquant de millions de morts. Toute cette folie a été à la fois le catalyseur d'une réaction dans le sens contraire, visant à éviter (avec des résultats divers) sa répétition.

La Première Guerre mondiale a fait suite à la création de la Société des Nations qui, bien qu'elle n'ait pas pu éviter la Seconde Guerre mondiale, a eu le mérite d'être le précédent d'une organisation supranationale de caractère contraignant. Parmi les autres réalisations de la Société des Nations, citons la création de la Cour internationale de La Haye, la signature de la "Convention internationale pour la suppression de l'esclavage" (signée en 1926 et complétée et ratifiée par les Nations Unies en 1956) ou la création du Organisation Internationale du Travail.

La création des Nations Unies a suivi la Seconde Guerre mondiale. Les horreurs de la guerre et les procès de Nuremberg et de Tokyo contre les principaux dirigeants nazis et japonais, accusés de crimes de guerre et de génocides, ont montré la nécessité de régler précisément la notion de droits de l'homme et, surtout, d'établir clairement ils étaient. Le résultat fut l'approbation, en 1948, de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Au fil des ans, la Déclaration universelle, qui en tant que telle n'est pas contraignante, s'est complétée par une série d'accords, de conventions et de pactes, qui sont contraignants, qui développent et, dans certains cas, élargissent le contenu de la Déclaration universelle. L'objectif est également que ces droits fassent partie du droit positif de toutes les nations, ce qui dans de nombreux cas a déjà eu lieu (une autre chose est qu'ils sont respectés plus tard).

Les normes et principes qui ont commencé à être adoptés il y a plusieurs siècles de manière fragmentée et diffuse dans différents environnements culturels (avec un impact généralement limité sur la vie quotidienne des citoyens des périodes historiques correspondantes) ont été consolidés et diffusés au fil du temps. : d'une part, détaillant de plus en plus précisément les

différents droits et, d'autre part, des sociétés de construction dotées des mécanismes nécessaires pour assurer le respect effectif de ces droits.

La Déclaration universelle est l'aboutissement, jusqu'à présent, de cette volonté d'universalisation et de concrétisation des droits des peuples.

## Historia de los Derechos Humanos

**El deseo de un mundo más justo, más libre y más solidario seguramente ha sido una aspiración común desde que existe el ser humano.** Por lo tanto, en un sentido amplio, podemos decir que los derechos humanos no son un invento moderno, a pesar de que su denominación y contenidos actuales sí sean históricamente recientes.

Las primeras noticias documentadas que podemos considerar como precursoras de esta gran aventura corresponden al tercer milenio antes de Cristo, en Egipto. En el **Libro de los Muertos**, un difunto, ante el tribunal de Osiris, con el objetivo de asegurarse la vida eterna, alega en su defensa "no haber hecho daño a la hija del pobre".

En el siglo XVII a.C., en Mesopotamia, encontramos otro hito: el **Código de Hammurabi**. Es el primero que regula la conocida Ley del Talión, estableciendo el principio de proporcionalidad de la venganza, es decir, la relación entre la agresión y la respuesta. Un principio que ahora parece bárbaro, pero que entonces era una forma eficaz de contención a la venganza sin límite. El Código de Hammurabi no distingue entre derecho civil y derecho penal, simplemente es una sucesión de leyes que enumeran los posibles casos y lo que se debe obrar en consecuencia.

Más tarde, la **cultura griega** supuso un avance substancial, estableciendo el nacimiento de la democracia y un nuevo concepto de la dignidad humana, basado en el hombre libre, el ciudadano. De todas formas, en Grecia no todas las personas tenían derecho a la ciudadanía, a la condición de hombres libres: los esclavos estaban excluidos; en el mejor de los casos eran considerados imprescindibles para el mantenimiento del sistema social vigente. Por ejemplo, en la Odisea, podemos leer como Zeus sacó la mitad de la mente a los esclavos. Y Platón, recogiendo el mito homérico, afirmaba en sus leyes que en el esclavo no había nada de sano ni de entero. Aristóteles sencillamente justificaba la esclavitud como parte necesaria del sistema socioeconómico entonces imperante.

**Roma** es otro de los grandes referentes de la antigüedad. Su mayor mérito consistió en reunir los logros de las civilizaciones que la habían precedido (griega, egipcia, fenicio-cartaginesa) refundiéndolos y expandiéndolos por la cuenca mediterránea y Europa. Roma fue una gran organizadora, y uno de los ámbitos en el que se manifestó de forma más poderosa esta capacidad organizadora fue en el desarrollo de un amplio cuerpo de leyes.

Al mismo tiempo, **el pueblo judío**, y en especial sus profetas, hacen relevantes declaraciones que exhortan a los poderosos a actuar con justicia, recogidas en los distintos libros del Antiguo Testamento. El texto más difundido del Antiguo Testamento es **Los Diez Mandamientos**, considerados por el cristianismo como el germen de las modernas declaraciones de derechos humanos.

Mientras alrededor del Mediterráneo se desarrollan las culturas egipcia, mesopotámica, griega y romana (al mismo tiempo que nacen las grandes religiones monoteístas), en la India y la China surgen también grandes pensadores que contribuyen a la transformación de aquellas sociedades. Los más influyentes fueron **Buda y Confucio**. El primero cuestionó en sus enseñanzas el sistema de castas asociado al hinduismo, mientras que Confucio tuvo una influencia determinante en China. Entre otras cosas Confucio exhortaba el buen gobierno (el

ejercicio de la caridad y la justicia), al mismo tiempo que promulgaba el respeto a la jerarquía, aspecto este que facilitó que el confucianismo acabara convirtiéndose en la religión oficial del estado.

En los primeros años d.C., se produce otro salto cualitativo con **los estoicos y los cristianos**, iniciando una nueva etapa en el desarrollo histórico de los derechos humanos. Continuando con la tradición griega, se insiste y se profundiza más en la idea de dignidad e igualdad de los seres humanos, rechazando al mismo tiempo la violencia.

A principios del siglo VII **Mahoma** empieza a divulgar el Islam, lo cual supone un proceso de humanización de las costumbres de las sociedades del Norte de África. Insistió en la igualdad de los seres humanos proclamada por el cristianismo.

En Europa la invasión de los pueblos germánicos y la descomposición del imperio romano dan lugar al nacimiento de distintos reinos. Surge una nueva organización social, **el feudalismo**, que llega a su culminación política durante los siglos XI y XII. No es una organización original de este tiempo ni exclusivamente europea: su configuración se da en periodos de decadencia del poder central, por ejemplo durante el Egipto faraónico o el Japón de los siglos XVII y XIX. El feudalismo se caracteriza por la división de la sociedad en tres estamentos desiguales, basados en el linaje (o nacimiento) y el privilegio (ley privada para cada estamento): La Iglesia, representante del poder divino en la tierra; Los nobles, poseedores del poder político y, juntamente con la Iglesia, de la propiedad de la tierra; Los siervos, sin derechos, y que podían ser vendidos o transferidos.

Con la implantación de las monarquías absolutas durante el siglo XV, el feudalismo desaparecerá como régimen político de la Europa Occidental, a pesar de que su dimensión social (convertida en el llamado Antiguo Régimen) llegará hasta la Revolución francesa.

Al disminuir las invasiones se inicia una lenta recuperación. Renacen las ciudades y, a partir del siglo XII toma fuerza una nueva clase social: **la burguesía**. Sus miembros, al sentirse desvinculados de las sumisiones feudales, inician una larga lucha en pro de los derechos civiles. De esta época de transición es la **Carta Magna** (1215), favorable a los nobles y burgueses ingleses.

A mediados del siglo XV se inicia **el Renacimiento** en Italia. Inspirado en la antigüedad clásica, recobra la concepción griega del hombre como medida de todas las cosas, y la libertad de pensamiento y de acción se vuelven irrenunciables. El derecho natural abandona la base teológica sobre la que se había asentado durante la edad media y adopta una concepción puramente racionalista. Los derechos giran alrededor de la persona individual independiente de la colectividad. Una concepción unilateral y combativa: los derechos enfrentados al poder, desarrollados a través de una lucha entre el Estado y el individuo, o entre éste y la Iglesia.

En 1492 se produce el llamado **descubrimiento de América**. Comportó grandes abusos sobre los indígenas, los cuales acabaron propiciando una reflexión sobre los aspectos más inadmisibles de la colonización. Las Leyes de Indias y la misma Corona Española establecieron normas para proteger a la población indígena.

Pero si la población nativa durante la colonización tuvo sus defensores, los auténticos olvidados fueron **los esclavos de origen africano**, importados de forma masiva para hacer funcionar las sociedades esclavistas que se pusieron en marcha en las colonias. Paradójicamente, durante el siglo XVI, mientras la servidumbre estaba en proceso de desaparición en Europa, en las colonias renacía la esclavitud, y bajo sus peores formas.

En **América del Norte** los efectos de la colonización fueron todavía más devastadores, produciéndose un genocidio que afectó a la mayoría de las poblaciones indígenas, al mismo tiempo que se recluía a los pocos supervivientes en reservas.

Durante el siglo XVII, en Inglaterra, se producen tres hechos importantes: La **Petición de Derechos** (1628), que protegía los derechos personales y patrimoniales; El **Acta de Habeas Corpus** (1679), que prohibía las detenciones sin orden judicial; La **Declaración de Derechos** (1689), que consagraba los derechos recogidos en los textos anteriores.

El inglés **John Locke** (1632-1704), es una figura capital del siglo XVII. Considerado el padre del liberalismo moderno, propuso que la soberanía emanaba del pueblo, que el Estado debía proteger los derechos de los ciudadanos y, anticipándose a Montesquieu, que el poder legislativo y el judicial habían de estar separados. Tuvo una gran influencia en la redacción de las grandes declaraciones de derechos humanos de finales del siglo XVIII.

Las primeras grandes declaraciones se produjeron en las colonias inglesas de Norteamérica, impulsadas por sus conflictos con la corona inglesa: en junio de 1776 se proclamó la **Declaración de Derechos de Virginia** y en julio la **Declaración de Independencia de los Estados Unidos**. La Declaración de Independencia, redactada por Thomas Jefferson, afirmaba lo siguiente: "Sostenemos como verdaderas evidencias que todos los hombres nacen iguales, que están dotados por su Creador de ciertos derechos inalienables, entre los cuales se encuentra el derecho a la vida, a la libertad y a la búsqueda de la felicidad...".

Una década más tarde, de nuevo en Europa, en los tiempos agitados de la Revolución Francesa, en 1789 se proclama en París la **Declaración de los Derechos del Hombre y del Ciudadano**. A esta declaración, le siguió en 1793 una segunda más radical (con la llegada de Robespierre y los Jacobinos al poder) y una tercera, en 1795, más conservadora (a raíz de la caída de Robespierre).

Durante el siglo XVIII fueron fundamentales las ideas de Montesquieu y Rousseau. **Montesquieu** (1689-1755), criticó severamente los abusos de la Iglesia y del Estado. Al estudiar las instituciones y costumbres francesas de la época, dio formas precisas a la teoría del gobierno democrático parlamentario con la separación de los tres poderes, legislativo, ejecutivo y judicial, como mecanismo de control recíproco entre los mismos, acabando teóricamente con la concentración del poder en una misma persona y los consecuentes abusos que históricamente había producido el ilimitado poder del monarca. **Rousseau** (1712-1778), por su parte, denunció vigorosamente las injusticias y miserias resultantes de la desigualdad social de su época, propugnó la idea de una sociedad basada en igualdad absoluta, en la que cada miembro, a la par que se somete a las decisiones del colectivo, es al mismo tiempo parte del pueblo soberano, cuya voluntad general constituye la Ley. Estas ideas de Rousseau favorecieron a la elaboración del concepto de los derechos humanos al plantear la necesidad de la existencia de una igualdad entre los hombres, quienes deben someter su voluntad individual a la voluntad del colectivo, con el objeto de alcanzar el bienestar para todos.

El siglo XVIII fue un siglo de logros importantes y al mismo tiempo de considerables limitaciones. Dos ejemplos: 1) Las declaraciones hablan de los "Derechos de los Hombres" (las mujeres quedaban excluidas). 2) Frecuentemente eran "compatibles" con la esclavitud. En Estados Unidos no se abolió la esclavitud hasta la Guerra de Secesión, en 1865. En España, se abolió en 1814, aunque se permitió que continuara en las colonias (concretamente en Cuba, hasta 1880).

El siglo XIX es un siglo de avances y retrocesos. En conjunto, es un siglo de lenta consolidación de los ideales proclamados en la revolución francesa. **El liberalismo y el romanticismo** de este siglo tienen un peso específico en el fortalecimiento de la libertad de los individuos, y en que las constituciones nacionales que se van creando la tengan en cuenta. Es también el siglo de la Revolución Industrial, de las reivindicaciones proletarias y de la conquista del reconocimiento del derecho de asociación. Aparecen además nuevas teorías sociales: el socialismo utópico, el socialismo científico (marxismo) y el anarquismo, las cuales tendrán, a principios del siglo siguiente, un gran protagonismo.

También es el siglo del inicio de una nueva lucha, la de los derechos sociales. **Los movimientos obreros emprenden la defensa de los derechos humanos desde una perspectiva colectiva**, de manera más amplia, es el momento en el que los trabajadores exigen sus reivindicaciones. Ya en el siglo XX, las revoluciones mexicana y rusa de 1917 constituyen hechos históricos determinantes para la consagración jurídica de estos derechos colectivos, los derechos económicos y sociales.

Durante el siglo XIX, el filósofo, político y economista inglés **John Stuart Mill** (1806-1873), tuvo una gran influencia. En su libro "Sobre la libertad", reflexionó acerca de la naturaleza y los límites del poder que puede ser legítimamente ejercido por la sociedad sobre el individuo, argumentando que toda persona debería ser libre para realizar las conductas que desee siempre y cuando no dañe a los demás. Fue un defensor de la libertad de expresión y, como miembro del parlamento británico, propuso varias reformas del sistema electoral, especialmente sobre las cuestiones de la representación proporcional y la extensión del sufragio.

Alguien ha dicho que la historia no es más que una sucesión de crímenes. Evidentemente es una definición incompleta, pero aceptando esta limitación, quizás en el siglo que más encaja, es en el siglo XX: dos guerras mundiales, innumerables guerras regionales, guerras civiles, sangrantes revoluciones... y un balance estremecedor de millones de muertos. Toda esta locura ha sido a la vez el catalizador de una reacción en sentido contrario, encaminada a evitar (con resultados diversos) su repetición.

A la **Primera Guerra Mundial** siguió la creación de la **Sociedad de Naciones**, que aunque no fue capaz de evitar la Segunda Guerra Mundial, sí tuvo el mérito de ser el precedente de una organización supranacional de carácter vinculante. Otros logros de la Sociedad de Naciones fueron la creación del Tribunal Internacional de la Haya, la firma del "Convenio internacional para la supresión de la esclavitud" (firmado en 1926 y completado y ratificado por las Naciones Unidas en 1956) o la creación de la Organización Internacional del Trabajo.

A la **Segunda Guerra Mundial** siguió la creación de las **Naciones Unidas**. Los horrores de la guerra y los juicios de Nuremberg y Tokio contra los altos responsables nazis y japoneses, acusados de crímenes de guerra y genocidios, mostraban la necesidad de regular de forma precisa el concepto de derechos humanos y, sobre todo, de establecer claramente cuáles eran. El resultado fue la aprobación, en 1948, de la **Declaración Universal de los Derechos Humanos**. Con el paso de los años, la Declaración Universal, que como tal no es de carácter vinculante, se ha ido completando con una serie de convenios, convenciones y pactos, estos sí vinculantes, que van desarrollando, y en algunos casos ampliando, los contenidos de la Declaración Universal. El objetivo además es que estos derechos lleguen a formar parte del derecho positivo de todas las naciones, lo que en muchos casos ya ha sucedido (otra cosa es que luego sean respetados).

Las normas y principios empezados a promulgar hace siglos de forma fragmentada y difusa en distintos entornos culturales (con una incidencia en general limitada sobre la vida cotidiana de los ciudadanos de las correspondientes épocas históricas), con el paso del tiempo se han ido consolidando y difundiendo: por un lado, detallando cada vez con más precisión los distintos derechos y, por otro lado, construyendo sociedades dotadas de los mecanismos necesarios para velar por el respeto efectivo de estos derechos.

La Declaración Universal es la culminación, hasta el momento, de este afán de universalización y concreción de los derechos de las personas.

<http://www.amnistiacatalunya.org/edu/es/historia/inf-resumen.html>